

# Nous sommes tous homos

■ La violence homophobe mériterait une étude plus approfondie pour en appréhender tous les aspects.

**Patrick Charlier**

Directeur d'Unia, le centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

**L**es homosexuels en font trop", "A trop vouloir s'exposer, ils ne doivent pas s'étonner", "Ils ont assez de droits, ils feraient mieux de rester discrets", "Deux hommes qui se tiennent la main en public, c'est de la provocation", "Il y a plus urgent que la lutte contre l'homophobie"... Voilà le genre de réactions que l'on a pu lire et entendre après les nouvelles agressions à caractère homophobe qui se sont déroulées à Gand et à Anvers, après celles survenues en mai dernier à Bruxelles. La tentation est grande de se dire que cela ne nous concerne pas vraiment. Mais ces agressions sont toujours porteuses d'un message que nous ne pouvons faire semblant de ne pas entendre: celui du rejet de l'autre dans ses différences, celui de la haine de ce que nous ne connaissons pas, celui de l'intolérance et du repli sur soi, sa culture ou ses convictions.

A chaque fois qu'une personne homosexuelle se fait insulter ou agresser à cause de ce qu'elle est, c'est chacun d'entre nous qui est attaqué dans ses particularités, dans ses libertés, dans son droit de vivre comme bon lui semble. En ce sens, nous sommes tous homos!

Il est clair que la loi peut et doit mieux endiguer la violence de nature homophobe. Dans son évaluation de la législation antidiscrimination, Unia plaide pour une modification de la loi dans plusieurs de ses aspects. La liste

des crimes de haine est trop restreinte et mériterait d'être élargie. Par exemple, les hommes homosexuels qui font l'objet de menaces ou de vols par des auteurs rencontrés via des sites de rencontres. Il n'existe pas de circonstances aggravantes pour ces faits alors que le mobile du crime est clairement homophobe.

Enfin, seuls les délits de presse à caractère raciste sont correctionnalisés. Tous les autres, notamment ceux à caractère homophobes, restent de la compétence de la Cour d'assises, ce qui leur assure une impunité de fait. Cette différence de traitement est incompréhensible et doit être supprimée.

L'étude réalisée en Flandre sur la diversité pour l'année 2017 révèle que parmi les sondés, 13% des personnes d'origine Roumaine, 16% d'origine marocaine, 28% d'origine congolaise et 31% d'origine turque vivant chez nous ne sont pas – voire pas du tout – d'accord avec l'affirmation selon laquelle les personnes homosexuelles doivent pouvoir adopter le mode de vie qu'elles désirent. Pour à peine 2% des Belges. Mais dire que le Belge serait de facto plus tolérant envers l'homosexualité ne va pas de soi puisque, selon l'enquête iVOX commandée par Unia en 2016, 49% des personnes interrogées ne trouvaient pas naturel du tout les rapports sexuels entre hom-

Faut-il aussi rappeler que les auteurs du meurtre d'Ishane Jarfi s'appelaient Jeremy, Jonathan, Eric et Mutlu? Dans le cas du meurtre de Jacques Kotnik, l'auteur était un certain Raphaël. Dans un dossier récent où un homme homosexuel a été jeté dans l'Ourthe, les auteurs des faits s'appelaient Robert et Michel. D'un autre côté, il y a aussi l'affaire de ces deux jeunes qui volaient des hommes homosexuels et qui affirmaient y avoir été encouragé dans une mosquée.

Répondre à l'intolérance par l'intolérance n'a jamais été une solution. Unia est convaincu que la violence homophobe mériterait une étude plus approfondie dans toutes ses dimensions pour en appréhender tous les aspects.

Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins, à l'un de ces moments où l'histoire hésite. Dans quelle société souhaitons-nous vivre et accueillir nos enfants? Une société dans laquelle la haine d'autrui est tolérée voire encouragée? Une société uniforme, dans laquelle toute différence est suspecte?

Un autre choix est possible: celui d'une société ouverte et inclusive dans laquelle les droits et libertés de chacun sont reconnus. Ce temps des choix est le temps durant lequel chacun exerce sa liberté et sa responsabilité. Chaque silence face à la banalisation, la légitimation ou l'incitation à l'homophobie est complice. Et personne ne devrait être complice.